

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

LETTRE OUVERTE DE LEON TROTSKY AUX OUVRIERS FRANÇAIS

(La Trahison de Staline et la Révolution Mondiale)

Chers Camarades,

Je quitte aujourd'hui la France et cette circonstance me donne, enfin, la possibilité de m'expliquer ouvertement devant vous : tant que je restais sur le sol français, j'étais condamné au silence.

Il y a deux ans le gouvernement de « gauche » Daladier, dans sa lune de miel, me permit de me fixer en France avec les mêmes droits, paraît-il, que les autres étrangers. En fait, il me fut interdit de vivre à Paris, et je me suis immédiatement trouvé sous la surveillance rigoureuse de la police. Peu de temps après le 6 février 1934, le ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, après une campagne enragée de la presse, signa un décret m'expulsant de France. Il ne se trouva pas, pourtant, de gouvernement étranger, qui consentit à m'accepter. C'est uniquement pourquoi le décret d'expulsion ne vint pas jusqu'à maintenant à exécution. Il me fut prescrit par la Streté Nationale de me fixer dans un département déterminé, dans un petit village, sous la stricte surveillance de la police. Ainsi dans ma dernière année de vie en France, je fus plus coupé du monde extérieur que lorsque je vivais dans l'île de Prinkipo, en Turquie, sous l'œil de la police de Kemal-Pacha. Ainsi le visa du gouvernement radical était devenu à sa manière un piège.

Loïn de moi la pensée de me plaindre du gouvernement de la Troisième République. Les ministres les plus « démocrates », tout comme les plus réactionnaires, ont pour tâche de sauvegarder l'esclavage capitaliste. J'appartiens au parti révolutionnaire, qui se donne pour but de renverser le capitalisme. De cet antagonisme irréductible découle inévitablement la lutte, avec toutes ses conséquences. Il n'y a là aucun motif de se plaindre !

Si je me permets, cependant, de retenir votre attention sur une question aussi mince que les conditions de ma vie en France, c'est seulement parce que cet épisode est lié d'une façon très étroite à la politique de l'Internationale Communiste, qui est devenue maintenant le principal obstacle sur la voie historique du prolétariat.

Il y a deux ans, l'*Humanité* répétait chaque jour : « Le fasciste Daladier a fait appeler le social-fasciste Trotsky en France pour organiser, avec son aide, l'intervention militaire contre l'U. R. S. S. » Il s'est trouvé des gens assez nombreux, honnêtes, mais naïfs et ignorants, qui eurent à cette absurdité, comme au printemps de 1917 des millions de paysans, de soldats et même d'ouvriers russes crurent Kérensky affirmant que Lénine et Trotsky étaient des « agents du kaiser Guillaume ». On ne peut accuser des gens trompés, qui ne voient pas clair, — il faut leur apporter la lumière. Mais on peut et on doit accuser les coquins éclairés qui répandent sciemment le mensonge et la calomnie pour tromper les travailleurs. De tels coquins conscients, ce sont les chefs du Parti soi-disant communiste (?) : Cachin, Thorez, Vaillant-Couturier, Duclos et consorts.

Aujourd'hui ces messieurs ont constitué, comme on sait, avec le « fasciste » Daladier un « front populaire » antifasciste. D'une intervention de l'impérialisme français en U. R. S. S., les stalinistes, qui se donnent le nom de communistes, ont définitivement cessé de parler. Au contraire, ils voient maintenant dans l'alliance du capital français avec la bureaucratie soviétique, une garantie de paix. Sur l'ordre

de Staline, Cachin, Thorez et consorts appellent à présent les ouvriers français à soutenir leur militarisme national, c'est-à-dire l'instrument de l'oppression de classe et de l'asservissement colonial. Ces calomnieux se sont démasqués bien rapidement et sans ménagement. Hier, ils me traitaient d'allié de Daladier et d'agent de la bourgeoisie française, et aujourd'hui ils ont réellement fait alliance avec Daladier, Herriot et Laval et se sont attelés au char de l'impérialisme français.

La nouvelle calomnie stalinienne

A présent messieurs les calomnieux commencent à dire (voir, par exemple, le journal des stalinistes belges) que la politique de Trotsky et des bolchévicks-léninistes rend service non à Herriot et Daladier, mais à Hitler, c'est-à-dire non pas à l'impérialisme français, mais à l'impérialisme allemand. Cette nouvelle calomnie sonne, cependant, comme une mélodie trop vieille et trop connue. Pendant la guerre impérialiste, parce que je me situais sur la position de l'internationalisme révolutionnaire, messieurs les social-patriotes : Renaudel, Vandervelde, Séverac, Marcel Cachin, m'accusèrent de « soutenir » le militarisme allemand contre la démocratie française. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement Briand-Malvy m'expulsa de France en 1916. Et le vaillant Marcel Cachin, « dans les intérêts de la démocratie française », partait en même temps, chargé par le gouvernement impérialiste, porter de l'argent à Mussolini pour faire de la propagande en faveur de l'entrée de l'Italie en guerre. Tous ces faits furent à maintes reprises confirmés dans la presse, ils peuvent être facilement vérifiés et prouvés. Cachin, d'ailleurs, n'a même jamais tenté de les nier.

Marcel Cachin reprend maintenant le même travail de social-patriote, qui l'a déshonoré durant la guerre impérialiste. Derrière Cachin marchent tous les autres chefs du parti communiste (?) français. Ce ne sont pas des révolutionnaires, mais des fonctionnaires. Ils font ce que leurs supérieurs leur ordonnent. Seul André Marty fit preuve en son temps des qualités de véritable révolutionnaire : son passé mérite l'estime. Mais le milieu de l'Internationale communiste a réussi à le démoraliser lui aussi.

Pourquoi Staline et ses laquais français sont-ils des traîtres ?

Pour justifier leur tournant social-patriotique, ces messieurs invoquent la nécessité de « défendre l'U. R. S. S. ». Cet argument est faux d'un bout à l'autre. Il est suffisamment connu que l'idée même de la « défense nationale » n'est qu'un masque à l'aide duquel les exploités couvrent leurs appétits de brigands et les chocs sanglants en vue du butin, faisant d'ailleurs de leur propre nation une simple chair à canon. Mais si nous, marxistes, avons toujours affirmé que la bourgeoisie impérialiste ne peut jamais défendre et ne défendra jamais les véritables intérêts de sa propre nation, comment pouvons-nous subitement croire qu'elle est capable de défendre les véritables intérêts de l'U.R.S.S. ? Peut-on douter un seul instant qu'à la première possibilité favorable l'impérialisme français mettra en œuvre toutes ses forces pour renverser en U.R.S.S. la propriété socialisée et rétablir la propriété privée ? Et s'il en est ainsi, seuls des traîtres à la classe ouvrière peuvent farder leur propre militarisme, en offrant un sou-

tien direct ou indirect, ouvert ou caché à la bourgeoisie française et à sa diplomatie. Staline et ses laquais français sont ces traîtres.

Pour masquer leurs trahisons, ils invoquent, naturellement, Lénine, — avec autant de raison que Lebas, Paul Faure, Longuet et autres opportunistes invoquent Marx. *L'Humanité* cite presque chaque jour la lettre de Lénine aux ouvriers américains, dans laquelle il raconte comment, au début de 1918, il recevait un officier royaliste français pour utiliser ses services contre les Allemands, qui avaient engagé contre nous une nouvelle offensive. Cet argument n'a pas pour but d'éclaircir la question, mais, au contraire, de jeter de la poudre aux yeux des ouvriers. Nous nous en convainçons tout à l'heure avec toute l'évidence. Ce serait, bien entendu, une absurdité de nier pour le gouvernement soviétique le droit d'utiliser les antagonismes dans le camp des impérialistes ou de faire, en cas de nécessité, telle ou telle concession aux impérialistes. Les ouvriers en grève utilisent aussi la concurrence entre les entreprises capitalistes et font des concessions aux capitalistes, ils capitulent même devant eux quand ils ne peuvent vaincre. Mais est-ce que de là découle le droit pour les chefs syndicaux de collaborer amicalement avec les capitalistes, de les couvrir et de devenir leurs serviteurs ? Personne n'appellera traîtres les ouvriers en grève qui ont été contraints de se rendre. Mais Jouhaux, qui paralyse la lutte de classes du prolétariat au nom de la paix et de l'amitié avec les capitalistes, nous avons non seulement le droit, mais encore l'obligation de déclarer qu'il est un traître au prolétariat. La différence entre la politique de paix pratiquée par Lénine à Brest-Litovsk et la politique franco-soviétique de Staline est la même qu'entre la politique du syndicaliste révolutionnaire, qui, après une défaite partielle, est contraint de faire des concessions à l'ennemi de classe et la politique de l'opportuniste, qui devient de son propre gré l'allié et le laquais de l'ennemi de classe.

Que signifie le compromis de Lubersac ?

Lénine reçut chez lui l'officier réactionnaire français. A la même époque, je le reçus aussi et dans le même but : De Lubersac s'offrait pour faire sauter les ponts sur la route de notre retraite, afin que nos réserves militaires ne tombent pas entre les mains des allemands. Seule la tête creuse d'un anarchiste quelconque pourrait voir dans une telle « transaction » une trahison. Au cours des mêmes jours, les agents officiels de la France me rendirent visite et offrirent une aide plus large, en artillerie et en provisions. Nous comprenions très bien que leur but était de nous faire entrer de nouveau dans la guerre contre l'Allemagne. Mais les armées allemandes nous attaquaient réellement et nous étions faibles. Avions-nous le droit d'accepter dans ces conditions une « aide » de l'état-major français ? Absolument ! Ce fut précisément la proposition que j'apportais au Comité Central du Parti le 22 février 1918. Le texte de cette proposition est reproduit dans les procès-verbaux officiels du Comité Central, publiés à Moscou en 1929. Voici cette proposition : « En tant que Parti du prolétariat socialiste, se trouvant au pouvoir et menant la guerre contre l'Allemagne, nous prenons, par le moyen des institutions d'Etat, toutes les mesures pour armer et approvisionner le mieux possible notre armée révolutionnaire par

Le salut des Bolchévicks-Léninistes français à Léon Trotsky

Trotsky a quitté le territoire français. Depuis bientôt dix années, c'est seulement pour la deuxième fois, que pour Trotsky, la planète n'est plus tout à fait sans visa.

Chassé par la bureaucratie, dont il dénonça les méfaits dès le début, du territoire où il avait dirigé la révolution triomphante, le président du Soviet de Pétrograd, en 1905 et 1917, le compagnon de Lénine, le créateur de l'Armée Rouge, le protagoniste de l'économie planifiée, n'était sorti de la prison turque, que pour tomber bientôt dans la prison de la Troisième République en décomposition. Nouveau changement de résidence, ce n'est en fait, dans le monde capitaliste, qu'un changement de geôliers pour le grand révolutionnaire.

Nous, Bolchévicks-Léninistes de France, nous savons avec quelle passion révolutionnaire Trotsky suit, dans le développement des événements en France, la lutte que nous menons pour rassembler l'avant-garde révolutionnaire et ébranler les travailleurs de France pour des luttes décisives.

Nous savons combien Trotsky souffrait de ne pouvoir parler clairement aux travailleurs parmi lesquels il vivait. La trahison stalinienne, la bureaucratie du P.C. passée au rôle de chien de garde de l'impérialisme français, il lui était, jusqu'à ce jour, impossible de les dénoncer. Sa voix était baillonnée. Trotsky, hors de France, c'est Trotsky plus que jamais à nos côtés pour mener l'ardente bataille de classes.

Au combat d'Octobre, tous ceux qui, dans le marais où patauge et s'enfoncent le mouvement ouvrier à l'heure présente, cherchent à sauver le prolétariat de la défaite et du déshonneur, adresseront leur salut fraternel en rejoignant les rangs où Trotsky luttera enfin ouvertement à son poste de combat.

En avant, avec Léon Trotsky, pour de nouvelles journées d'Octobre.
LE GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE.

La source de la trahison

tous les moyens nécessaires ; pour cela, il faut les trouver là où il est possible de le faire, par conséquent aussi chez les gouvernements impérialistes. Par ailleurs (notre) Parti conserve la complète indépendance de sa politique extérieure, ne donne aux gouvernements capitalistes aucun engagement politique et dans chaque cas particulier examine leurs propositions sous l'angle de l'utilité finale.

Lénine n'était pas présent à cette séance du Comité Central. Il envoya une lettre. En voici le texte authentique : « Je prie de compter ma voix pour la prise de pommes de terre et d'armes chez les brigands impérialistes anglo-français. » (Procès-verbaux, page 246). Voilà comment le Comité Central d'alors des bolchévicks se comportait en ce qui concerne l'utilisation des antagonismes capitalistes : des accords pratiques avec les impérialistes (« prendre les pommes de terre ») sont pleinement admissibles ; mais une solidarité politique avec les « brigands impérialistes » est absolument inadmissible.

Le crime de Staline n'est pas de faire tel ou tel accord pratique avec l'ennemi de classe : ces accords peuvent être justes ou erronés, mais il est impossible de les rejeter par principe. Le crime est que Staline a approuvé la politique d'un gouvernement impérialiste, qui monte la garde autour du traité de spoliation et de brigandage de Versailles. Staline n'a pas encore pris quelques « pommes de terre » chez les brigands impérialistes, mais il s'est déjà solidarisé politiquement avec eux.

Renforcer son armée, qui opprime 60 millions d'esclaves coloniaux, la bourgeoisie française peut le faire, bien entendu, même sans l'approbation de Staline. Si cette approbation lui a été nécessaire, c'est en vue d'affaiblir et de démoraliser la lutte de classe du prolétariat français. En signant une adresse de félicitation au militarisme français, Staline agit non pas comme un gréviste, contraint temporairement de céder à l'impérialisme, mais comme un briseur de grève, qui paralyse la lutte des ouvriers.

La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale Communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en U.R.S.S. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée, qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple. Le marxisme enseigne que « l'existence détermine la conscience ». La bureaucratie soviétique craint avant tout la critique, le mouvement, le risque : elle est conservatrice, elle défend àprement ses privilèges. Etouffant la classe ouvrière en U.R.S.S., elle a perdu depuis longtemps confiance dans la révolution mondiale. Elle promet de construire le « socialisme dans un seul pays », si les travailleurs se taisent, endurent et obéissent.

Pour défendre l'U.R.S.S. la bureaucratie place ses espoirs dans son habileté politique, dans la diplomatie de Litvinov, dans l'alliance militaire avec la France et la Tchécoslovaquie, mais non dans le prolétariat révolutionnaire. Au contraire, elle craint que les ouvriers français ou tchèques puissent, par leurs actions inopportunes, effrayer les nouveaux alliés. Elle se donne pour tâche : freiner la lutte de classes du prolétariat dans les pays « alliés ». Ainsi la source de la trahison de Staline, c'est le conservatisme national de la bureaucratie soviétique, son hostilité directe pour la révolution prolétarienne mondiale.

Les conséquences de la trahison

Les conséquences de la trahison de Staline ce sont traduites immédiatement dans le changement cynique de la politique du Parti communiste français, qui dirigent non pas des chefs choisis par les ouvriers français, mais des agents de Staline. Hier ces messieurs bavardaient sur le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre. Aujourd'hui ils prennent la position de la « défense nationale »... dans l'intérêt de la défense de la paix. Ils répètent mot pour mot les formules de la diplomatie capitaliste. Comment n'en serait-il pas ainsi puisque tous les brigands impérialistes sont pour la paix, concluent des alliances, accroissent

(Voir suite page 4)

Les bolchéviques-léninistes à l'avant-garde du rassemblement

Nous publions ci-dessous les interventions les plus caractéristiques du Congrès de Mulhouse.

Nous devons remettre au prochain numéro, la publication des interventions de notre camarade Naville, sur la question du groupe parlementaire, et sur la question du pouvoir, ainsi que les débats de la commission des résolutions et les interventions finales.

Rapport moral

Zyromski (Seine), qui votera contre le rapport moral, reproche au Bureau du Parti d'être à la traîne du F. U., de négliger les problèmes de l'auto-défense. Zyromski de se couvrir sur ce point immédiatement à gauche en disant que sur ce plan il saurait « réfréner l'esprit d'aventure » finissant dans son bruit habituel en se proclamant également contre le Blanquisme, le putchisme, le bolchévisme...

Marceau Pivert (Seine) établit la différenciation entre la majorité et la minorité de la C.A.P. ; il aborde également le problème de l'auto-défense et de la commission spéciale, et préconise que le Parti prenne la tête de l'action de masse.

Naville (Seine) jette la stupeur dans une partie du Congrès en annonçant qu'il s'exprime au nom de la tendance « bolchévis-léniniste ». Naville précise pour la connaissance des délégués les difficultés de l'auto-défense dans la Seine et leurs causes, ainsi que les entraves systématiques du Populaire à toute tentative d'action révolutionnaire de la Fédération de la Seine. A ce moment, Zyromski s'oppose bruyamment aux affirmations de Naville, affirmations pourtant exactes : cas des Croix de Feu, cas de la manifestation Jeanne d'Arc ou le Populaire s'est refusé à publier éventuellement tout appel aux Tuileries (Zyromski était en effet alité lors des événements relatés par Naville) et déchaîne le tumulte.

Théo Bretin interrompt à son tour Naville par une citation de La Vérité concernant l'attitude de Blum sur la défense nationale; le Congrès devient houleux.

Après quelques brèves interventions de Roucaÿrol, Coeglas, Bloch, Maurin et Campargue, Paul Faure vient défendre son rapport et fait l'apologie de son insignifiance. Son but est de dresser la Province contre la Seine, il chante les résultats municipaux de Province. Se plaint de la Fédération de la Seine qui « n'a pas toujours payé de ses votes ses propres efforts », sur lesquels il s'apitoie. Si le fascisme triomphe à Paris, la France ne sera pas perdue... Si les généraux trahissent, ils dérogent le serment des soldats... Paul Faure se dresse résolument contre Pivert pour son article dans La Vérité, se félicite des résultats négatifs du raid Croix de Feu rue Feydeau. Cet homme, qui n'a rien appris ni aux leçons de l'Allemagne, ni à celle d'Italie, cite les résultats électoraux et déclare qu'il s'opposera à toute tentative de réponse aux fascistes par leurs armes, puis dévoilant tout son système : « Je ne croyais pas au succès du 12 février... il démontrera au cours des débats, non seulement qu'il n'a pas confiance dans les forces prolétariennes, mais que sa tâche est de tenter de les immobiliser.

Blum donne l'impression de soutenir Paul Faure comme la corde soutient le pendu ; il ne se range pas à ses côtés, il se « joint à Bracke », reconnaît que pour l'auto-défense il y eut des « appréhensions » du secrétariat. Il parle d'une chute de température consécutive au 12 février, prend ses distances de Lebas, et préconise un vote d'unanimité, demandant ainsi au Congrès de ne donner au vote du rapport moral aucun sens politique, à l'inverse de P. Faure qui avait demandé, — comme Séverac, dans la Seine, — qu'on se prononce pour ou contre la politique du secrétariat.

441 mandats se prononcent contre le rapport moral.

C'est la première fois depuis de nombreuses années que l'appel à l'unanimité n'a pas répondu. Condamnation d'une politique, mais encore fort peu hardie.

Le Congrès passe brièvement sur le scandale de Drancy, la triste carence à l'égard de Duhanel évoquée à la tribune par Balay.

APRÈS LE CONGRÈS DE MULHOUSE

Le Congrès de Mulhouse a été dominé par le groupe bolchevik-léniniste. En écrivant ces mots, il n'y a pas le moindre grain de vantardise de notre part : dans toute notre activité, à chaque pas, nous avons trop le souci de peser bien soigneusement la réalité et de ne pas nous nourrir de mots. Le Congrès de Mulhouse a été dominé, et par les idées essentielles que nous mettons en avant depuis des mois (problème de la défense nationale, question de la lutte armée des travailleurs contre le fascisme et pour le pouvoir), et par le petit groupe de bolcheviks-léninistes.

Problème de la guerre, problème de l'armement, sur ces deux questions les délégués ont pu voir les deux tendances divergentes irréductiblement opposées, inconciliables, s'opposer dès leur arrivée : dans la pochette que leur remettait la commission d'organisation, il y avait une invitation à visiter le monument national aux morts de la guerre à l'Hartmannswillerkopf, avec une croix lumineuse dont « la lueur s'apercevait jusqu'au delà du Rhin ». Et, d'autre part, sur leur table, la motion de la Fédération de l'Ariège, pour une milice rouge, qui prévoit l'organisation détaillée de celle-ci et l'équipement du milicien. Voilà les deux politiques entre lesquelles il faut choisir. Ou capituler devant la bourgeoisie, mourir pour son profit et pour qu'elle vous érige ensuite des monuments funéraires pendant que les travailleurs crèvent de misère. Ou prendre les armes pour créer un monde nouveau sur les ruines de la poarriture capitaliste.

La manière extrêmement nette et précise avec laquelle les bolcheviks-léninistes ont posé ces deux problèmes, ont obligé à se prononcer en toute clarté. Tout particulièrement sur la question de la guerre, le discours de Blum n'a fait qu'accentuer les déclarations faites à la Chambre, la promesse de l'union sacrée, la promesse de la capitulation, la promesse de renouveler la trahison d'août 1914. En se félicitant que les stalinistes iront dans les mêmes eaux, sombreront en commun dans la boue de la défense du capitalisme.

Les voies à choisir se sont dégagées clairement à Mulhouse. Et il n'y avait pas moyen de se dérober sans sombrer dans l'inexistence politique. N'est-ce pas vrai, Marceau Pivert ? Liée à une droite partisane de la défense nationale, du groupe parlementaire et des phrases révolutionnaires, la gauche de

la « Bataille socialiste » n'a eu aucune figure au Congrès.

Qui plus est, l'équivoque qui était à la base de la tendance de la « Bataille socialiste » a amené les gauches comme Pivert, à faire l'unanimité avec toute la droite du parti dans le vote le plus important, celui qui engage la politique immédiate du P.S. dans le marais de l'opportunisme et de la capitulation, nous voulons dire : le vote de la motion Auriol. C'est avec ces unanimités-là, Pivert, qu'on prépare les unanimités de 2 août 1914.

Par une grande majorité sur la motion Auriol, le P.S. est engagé à fond dans la politique dite du Front populaire. Les Thorez et Cie se plaisent à souligner que seuls les trotskystes n'ont pas voté, montrant ainsi qu'ils sont les adversaires du front unique, les ennemis de la classe ouvrière, etc., etc... Le vocabulaire stalinien est assez abondant. Il n'y a guère longtemps que, pour les mêmes Thorez et Duclos, Blum et Zyromski étaient des « social-fascistes » et, proposer le front unique avec les chefs social-fascistes, c'était servir le régime et préparer la guerre antisoviétique.

Nous avons, de 1929 à 1934, défendu une politique de rassemblement unitaire des masses pour la lutte antifasciste, contre Thorez et quelques autres. C'est, contraints par la pression des masses qu'ils ont pratiqué une politique de front unique. Mais les directions communiste et socialiste se sont alors entendues, non pour lutter, mais pour étrangler la lutte (1). La politique du Front populaire telle que la définissent dirigeants du P.C. et du P.S., n'est que le couronnement de toute cette politique de destruction d'une politique indépendante et active du prolétariat. On laisse passer les deux ans, la défense passive, les pleins pouvoirs, les provocations aux postiers, aux instituteurs. On laisse tout passer et on se

(1) La récente lettre du B.P. au parti socialiste marque un nouveau tournant : le B.P. propose l'organisation en commune de l'auto-défense. Est-il besoin de dire que nous appuierons tout ce qui sera pratique de défense, mais que nous veillerons à ne pas laisser étrangler ou dévorer la volonté de combat, comme cela a été fait pour l'unité d'action en général.

prépare à tout laisser passer, la déflation aujourd'hui, l'inflation demain.

Quand la bourgeoisie se débat dans des difficultés énormes (crises ministérielles renouvelées), on palabre à la délégation des gauches pour pousser les capitulards du 7 février 1934, au pouvoir. Pour achever le tableau, on sollicite du gouvernement le droit de rendre hommage à Victor Hugo !

Voilà la politique à laquelle se sont ralliés Pivert et ses amis de tendance. Politique absolument impuissante à défendre les revendications immédiates de la classe ouvrière : rien n'a été préparé pour briser les prochains décrets-lois.

Front populaire ? Politique qui exploite effectivement les aspirations populaires, mais dans laquelle il n'y a pas et il n'y aura pas de « front » : c'est un agglomérat sans vertèbres, incapable par lui-même d'opposer une seule ligne de résistance à un choc violent, que ce soit celui de bandes fascistes, ou de virus nationaliste dans le déclenchement d'un conflit.

Les trotskystes sortent isolés du congrès et de la classe ouvrière, déclare Thorez qui devrait être bien prudent après avoir tant de fois sonné, par erreur, le glas pour nos âmes. Vous prenez vos désirs pour la réalité, Messieurs les bureaucrates, sur ce domaine comme dans bien d'autres. Mais la bourgeoisie, par son organe le plus sérieux « Le Temps », voit plus clair et déclare avec euphémisme : « Les bolcheviks-léninistes ne sortent pas écrasés du Congrès ». Non, nous sommes loin d'être écrasés.

De grandes luttes couvent : un délégué du Nord, qui n'est pas un trotskyste, a parlé d'explosions de colère ouvrière comme il y en eut récemment dans le Borinage voisin ; un délégué de la Nièvre — qui n'était pas non plus trotskyste — nous parlait de jacqueries qui mirraisaient dans les campagnes. Dans une telle situation, de Mulhouse, les appel des bolcheviks-léninistes se répercuteront à travers toute la France et toucheront même les prolétaires de toute l'Europe. Ce ne sont pas que des mandats qui se complèteront demain sur le programme des bolcheviks-léninistes. Le drapeau de la Révolution prolétarienne, le drapeau d'Octobre, que les traitres, des incapables et des pleutres avaient abandonné et déshonoré est à nouveau déployé dans la lutte des classes.

Paul Faure (Congrès National, 29 février 1920) :

« Nous demandons, camarades, au Parti socialiste français, de quitter la II^e Internationale.

J'ai écouté Renaudel et j'ai cherché vainement dans son discours des raisons décisives qu'à mon sens il n'apporte pas, de maintenir notre adhésion à cette organisation.

Notre résolution reste inébranlable. De plus en plus, nous étions impatients et comprenions que l'atmosphère de la II^e devenait, au point de vue socialiste, absolument irrespirable... »

Lebas (Congrès National, 29 février 1920) :

« La guerre, ainsi que l'a si justement fait remarquer notre camarade Raffin-Dugens, la guerre a tué non seulement des hommes, détruit des richesses... un de ses cadavres, une de ses victimes, ce fut l'Internationale... »

« On doit examiner la situation faite au Parti dans tous les pays et voir, ce que tous d'ailleurs nous sommes d'accord pour dire, comment nous pourrions la reconstituer, cette Internationale, quelle que soit le numéro qu'on lui donnera... »

« Eh bien, voici les raisons pour lesquelles la Fédération du Nord, dans sa quasi-unanimité, a décidé de proposer aujourd'hui au Parti de se retirer de la II^e Internationale. Ce n'est pas parce que nous jetons sur elle l'anathème, bien entendu, mais c'est parce que nous croyons très sincèrement travailler plus efficacement à la reconstitution de l'Internationale nouvelle, hors de l'ancienne en décadence, qu'en restant dedans... »

Groupe parlementaire

Le rapport du Populaire ne souleva aucune discussion importante, sauf toutefois l'intervention de Pivert contre la censure de la publicité de la Librairie du Travail, intervention à laquelle Lebas répondit volontairement à côté.

Dans ce débat, le délégué de la Nièvre fit une fort intéressante intervention sur la question paysanne, indiquant la volonté d'action des paysans : « Dans ma région, 157 voix venues de sections paysannes se sont portées à première lecture sur la motion des bolcheviks-léninistes ». Stupeur du Congrès...

Naville pose la question comme elle se pose en réalité : la politique du Parti au Parlement fait qu'on peut se demander si Frossard n'est pas réellement du Parti. Il rappelle le vote odieux sur la défense passive, sur les accords de Rome. Mais comme Naville attaque le discours de Blum sur la défense nationale, les élus prennent l'initiative d'un chahut systématique. Le pudique rédacteur de l'Humanité semble approuver l'intervention de Naville (ou tout au moins ne sait comment s'en sortir pour démontrer qu'il s'agit d'un traître), tourne court en écrivant : « Naville soulève contre lui tout le Congrès par des propos maladroits (sic) ». sur le drapeau tricolore... »

Zyromski vint apporter son bruyant appui au discours de Blum sur la défense nationale et aux votes du groupe parlementaire, le « gôche » de la Seine fraya ainsi le chemin aux attaques de Blum quelques instants après.

Pivert, après s'être désolidarisé des B. L. (il aurait dû suffire que la droite nous attaque pour qu'il se solidarise), particulièrement sur la question russe où il déclare qu'il ne faut pas confondre Staline et la Révolution russe (ceci dit aux B. L. ne manque pas de drôlerie), ainsi que sur l'unité organique « pour laquelle le problème de la défense nationale ne peut être un obstacle » (ce qui équivaut à écraser par avance dans le Parti unique la lutte contre la guerre)... Pivert déclare être d'accord avec Zyromski sur les problèmes du pouvoir et non sur celui de la défense nationale. La « Bataille » est une petite expérience du Parti unique.

Blum vint soutenir l'action du groupe parlementaire. Il est surpris que les accords de Rome aient suscité de telles polémiques (le canon tonne en Ethiopie). Quant à la défense passive, ce ne sont pas là des crédits militaires : « Donnez-nous de bons masques,

QUE FAIRE ?

Unité de la seconde et de la troisième ?

Sur quelles bases ? Celle où persiste les mêmes influences de classes, les mêmes germes de divergence ?

Où notre base : Action concertée, combinée contre le capitalisme. Action concentrée, impulsée ? Pas d'union sacrée jamais ! Pas de socialisme dans un seul pays.

Dans l'état présent, se baser sur ce qui est l'expérience pour rebâtir l'Internationale.

IL FAUT UNE INTERNATIONALE

Quatrième signifie tenir compte de l'expérience de la vie et de la mort des autres.

Dans de nombreux pays : Hollande (RSP-OSP), Amérique (LCI - AWP), l'union se fait sur ce point :

Rassembler toutes les forces vives des deux internationales sur cette base ! Les grands partis ? En gagner les éléments décisifs.

Pour cela : sans subordonner l'action quotidienne à la création de la IV^e, nous grouperons sur les principes d'action révolutionnaire les forces actives du Parti, leur frayant la voie pour la IV^e Internationale.

L'intervention de Molinier fut, dans sa plus grande partie, écoutée sans trop d'interruptions et applaudie vigoureusement par une petite minorité du Congrès.

La défense de la politique stalinienne se devait d'être faite par le citoyen Grumbach, un des plus actifs détracteurs de l'Internationale Communiste au temps de sa vie. Bracke vint faire quelques jeux de mots et le Congrès adopta à une forte majorité le rapport sur l'I.O.S. avec les voix de « la Bataille » unanimes...

contre l'union sacrée et pour la conquête du pouvoir

nous voterons les crédits... » dit-il au milieu d'applaudissements. Il se plaint que le groupe parlementaire soit, comme le parti, laissé sans directives sur la défense nationale (!) (après s'être opposé à ce qu'elle soit à l'ordre du jour) sur la dévaluation, sur la participation (il s'opposera à la fin des débats à tout vote précis à ce sujet). Il préconise le respect de la discipline du Parti radical. Le clou de l'intervention de Blum c'est la défense nationale, il traite les communistes avec ironie : se félicite que depuis nos discours ils soient venus sur ses positions.

Trahison ! lancent nos amis.
Blum de faire une diversion sur ce point : « Moi, que la presse bourgeoise qualifie chaque jour de traître » il semble oublier à dessin que dans la lutte physique, les B.L. ne sont pas les moins courageux à défendre avec lui les organisations ouvrières.

Blum partage l'opinion de Pivert (c'est de la part de Blum, conséquemment), partisan de la défense nationale, il veut un parti unique qui « fixera là-dessus la doctrine », et il est prêt à faire son deuil des B.L. Nos amis lui répondent sous les clameurs d'une majorité déchaînée : « Nous serons dans le Parti unique comme le levain dans la pâte... »

Revenant aux événements de la dernière crise ministérielle, Blum démontre que les communistes ont mené la bataille pour un gouvernement de gauche. Il conclut par des phrases étonnantes sur « l'aléa » révolutionnaire...

Le débat sur le pouvoir

Costédoat (Ariège) fit à Séverac la plus belle des répliques. Il le fit dans un langage imagé qui lui valut une ovation de la gauche du Congrès et lui valut, également, ce qui est en son honneur, les railleries de la majorité.

Briche, ex-militant du Nord, secrétaire d'Union fédérale, insiste, également sur le caractère du plan de la C.G.T. et la possibilité d'action commune avec la C.G.T. Le côté le plus important de l'intervention de Briche, c'est qu'il fut un reflet véritable des aspirations des classes paysannes et des ouvriers des campagnes, telles qu'elles sont et non pas à travers le reflet parlementaire. Toutes les formes de propagande que Briche développa étaient les formes les plus appropriées à la situation réelle des masses; toutes les formes d'organisation qu'il développa avec clarté étaient déjà la forme embryonnaire du soviét rural, mais ce que Briche ne s'attacha pas suffisamment à démontrer, c'est le fond politique de toute cette propagande et le contenu politique qu'on doit lui donner.

Balay, dans un solide exposé, démantela complètement l'argumentation de Paul Faure et des adversaires de la milice. Il s'attaqua aux préjugés favorables des organisations ou-

vières en faveur du gouvernement capitaliste pour départager les fascistes et la classe ouvrière. Il montra que la bourgeoisie ne désarmerait pas les ligues organisées pour sa défense. Il montra, ensuite, à quel degré l'attitude de Zyromski constituait une position antirévolutionnaire. Il relia la position de Zyromski sur la question de l'armement et sa position sur la question de la défense nationale. Il conclut la première partie de son exposé en disant qu'il était criminel de faire confiance au gouvernement Brüning pour briser l'attaque des hitlériens français.

En réalité, dit-il, les responsables, les dirigeants ont peur. Ils n'ont ni doctrine, ni stratégie ni tactique en rapport avec la température des ouvriers et des paysans. Ils ne peuvent donc concevoir le chaînon de toute la lutte concrète des masses ouvrières et paysannes, c'est-à-dire la milice ouvrière.

Balay démontra combien l'intervention de Briche et de Costédoat était l'expression de la volonté des masses ouvrières, de leur volonté d'agir. Il repoussa toutes les attaques et polémiques imbéciles d'après lesquelles les milices seraient conçues par nous comme la panacée. Il montra que les milices étaient l'organisation des cadres d'avant-garde de la révolution comme le fascisme est l'avant-garde de la contre-révolution.

Balay insista sur le caractère pédagogique de toute action que l'on engage. Il insista particulièrement sur le

défaitisme avec lequel on traite les T.P.P.S. Il développa l'argument qui consiste à bien montrer que l'armée ne se joindra pas à des vaincus, mais qu'elle se joindra aux forces qu'elle jugera capables de vaincre. Il exposa combien ceux qui parlent de la conquête du noyau fondamental de l'armée ne font rien et empêchent tout ce qui peut être fait à ce sujet. Il cita Zyromski, responsable fédéral, qui ne fit rien pour l'édition d'un tract au moment de la prolongation du temps de service militaire.

Au sujet des incidents de la rue Feydeau, il démontra le caractère aventureux des propositions qui ont été faites par le secrétaire fédéral et la nécessité, au contraire, de s'engager dans une action sérieusement organisée, préparée et décisive. Il s'éleva contre la dénaturation systématique de la conception de la milice ouvrière dont le rôle n'est pas de se couper des masses, mais de grouper les masses.

La tenue d'une partie de la salle durant cette intervention était absolument odieuse. Tous ces problèmes concrets qui régleront la vie ou la mort des organisations prolétariennes ont été pris en dérision. Ce sérieux et solide exposé de Balay où les toutes les attaques contre les groupes de défense furent passées au crible, où l'alliance avec les conceptions de l'Ariège se fit nettement, fut applaudi frénétiquement par les groupes de minorité du congrès.

Le camarade Raynard, de la Fédé-

ration du Rhône développa la motion du Rhône, fit un certain nombre de propositions sérieuses, mais jugea nécessaire de nous attaquer en déclarant que notre mot d'ordre de l'armement semblait bien timide puisque nous parlions d'armer les masses « d'une haine farouche de l'ennemi ». Le camarade Renard, oublie que le problème de l'armement est un problème politique; si concrètement, il faut prévoir les modalités de cet armement, ces modalités seront surtout déterminées par le caractère intransigeant de la lutte de classe, la volonté d'extermination de la classe ennemie que l'on donnera à toute la propagande, et la volonté farouche que l'on propagera dans les masses.

Tous le Jeudi 27 Juin

Salle du Tambour
10, Place de la Bastille

Assemblée d'Information :

Les

Bolchévicks-Léninistes au Congrès de Mulhouse

Compte rendu des délégués
Balay - Molinier - Naville

Participation aux frais : 1 fr.

« Si l'unité organique devait se réaliser sans votre petit groupe, j'en prendrais mon parti » (Blum à Mulhouse).

Lorsque la question de l'unité organique s'est posée devant le prolétariat français, d'une part nous nous sommes opposés aux formulations pupistes de Doriol (« à une seule classe un seul Parti »), en rappelant que le Parti n'est pas un syndicat, mais l'organisation des ouvriers les plus conscients politiquement, c'est-à-dire l'avant-garde de la classe; d'autre part, nous avons fait remarquer que la reconnaissance par les deux partis de la nécessité de fusionner signifierait implicitement qu'ils avaient eu aucun d'eux n'était le parti révolutionnaire, mais qu'il s'agissait de construire ce Parti.

L'unité organique ne sera rien et ne pourra rien par elle-même — sinon tromper et décevoir les ouvriers — si elle ne se réalise pas sur les principes du marxisme révolutionnaire.

C'est sous cet angle que les paroles de Blum prennent toute leur importance, ont leur pleine signification. Il s'agit de savoir si l'on fera l'unité organique pour défendre « notre pays bien-aimé », pour sauver notre bourgeoisie, en lui libérant la classe ouvrière liée par les fallacieux prétextes de la défense de la démocratie et de la lutte contre le principal ennemi, le fascisme allemand; ou si l'on fera cette unité pour poursuivre, dans l'armée française, la politique du défaitisme révolutionnaire, pour briser l'appareil d'état de la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat.

C'est un problème qui touche à l'intérêt vital, non seulement des militants du Parti, mais de tout le prolétariat. C'est pourquoi nous publions ici les extraits les plus significatifs du compte rendu d'une réunion commune entre une fraction de l'Entente des J. S., les Jeunes Socialistes Révolutionnaires et les délégués russes de l'I.C.J. Tchomodanov et Kossarev.

Nous les publions parce qu'ils dévoilent crûment la politique poursuivie par les stalinien dans la classe ouvrière et dans notre organisation, sous le couvert de phrases révolutionnaires.

Disons de suite, d'après les procès-verbaux, le camarade Zeller a eu, au cours de cette réunion, vis-à-vis de son organisation, une attitude loyaliste. Enfin, une telle discussion n'a pu avoir comme conséquence, pour chaque camarade sincère de nos Jeunes, que celle de montrer ouvertement la politique de trahison du stalinisme.

Mais nous dénonçons ici les menées des laquais de Staline dans nos rangs, pour diviser l'organisation, non pour l'arracher au réformisme, mais pour la plier sous le joug de l'Etat-Major. Toutes les phrases débitées par Tchomodanov et Kossarev, sur l'avant-garde, sur la dictature du prolétariat, révèlent tout ce qu'elles peuvent recouvrir de tromperie devant des affirmations comme celle-ci : « SI LA GUERRE », dit Tchomodanov, « EST CONTRE L'U.R.S.S. ET QUE VOUS FASSEZ VOTRE REVOLUTION, VOUS ETES DES TRAHISSEURS. »

Cette réunion se tenait environ trois semaines avant la déclaration de Staline, et de telles déclarations illustrent crûment cette trahison, qui, dans l'histoire, n'a de comparable que la de août de la social-démocratie allemande.

Fred Zeller se trompe lorsqu'il pense, comme il le dit, que Tchomodanov et Kossarev ont sur les ouvriers français l'avantage d'avoir fait leur révolution. Ces jeu-

Comment les agents de Staline préparent l'Union Sacrée dans les J.S.

Les déclarations de Blum favorisent leurs manœuvres

Les Russes n'ont jamais participé à aucun mouvement révolutionnaire, même à aucune grève. Ce sont les fils privilégiés des bureaucrates et des dignitaires soviétiques et ils n'ont aucune formation, que bureaucratique et nationale. Ils sont les moins dignes pour donner des leçons au prolétariat français. Mais, au contraire, ils sont ici, dans nos rangs, les agents de Staline, venus de Moscou pour aider le général Maurin à transformer la jeunesse ouvrière en chair à canon.

Le problème est fort bien posé par Fred Zeller lorsqu'il déclare, à notre sujet, au début de la séance du 29 avril : « Jusqu'à ces derniers mois, nous étions des sociaux-démocrates, eux (les B.-L.) des léninistes. Mais ils ont raison de défendre envers et contre tout des positions qu'ils croient justes. » D'autre part, à la séance du 5 mai, Lissansky précisait encore : « En les excluant (les B.-L.), on obéit à l'influence extérieure des J.C. »

Nous ne pouvons pas ici, dans ce rapide commentaire, donner une analyse de la situation dans les Jeunes et des motifs du conflit entre les J.S.R. et nous, au cours de ces derniers mois. Nous y reviendrons ultérieurement.

Nous sommes prêts, aujourd'hui comme hier, à collaborer le plus étroitement dans le travail et dans l'élaboration politique avec chaque camarade J.S.R. Et nous l'avons montré dans les faits. Mais nous mènerons une lutte implacable contre ceux qui, dans nos rangs, défendent et soutiennent la politique d'appui et de renforcement du militarisme français, politique qui ne peut mener qu'à la désorganisation de nos Jeunes et à la défaite du mouvement révolutionnaire.

Kossarev. — La minorité de la jeunesse socialiste sera brisée, si elle continue son action actuelle, sans savoir exactement ce qu'elle veut. La minorité est faite pour la lutte, sinon elle se démoralise; la direction se décomposera; elle perdra les masses. Une seule voie pour en sortir : organisation indépendante des jeunes avec ligne politique nette. Vous n'êtes pas encore prêts à fusionner avec la J.C.; ceci nous laissera les mains libres. Comme vous seriez une organisation sympathisante à l'I.C.J., il y aurait possibilité de tendances et de fractions intérieures. Si vous deviez faire la fusion avec la J.C., nous vous aurions proposé notre programme sans restrictions, car, chez nous, nous ne permettons pas de fractions. Nous ne forçons personne à venir chez nous, mais, une fois là, on nous appartient. De notre point de vue, les tendances nuisent à l'unité de notre organisation. Notre règlement est le suivant : avant l'acceptation de la décision on discute, ensuite il faut l'appliquer; une discipline sévère est indispensable. L'union avec les J. C. sera possible par la suite Raymond Guyot est d'accord là-dessus.

Lissansky. — C'est grâce à la démocratie que moi-même, exclu pour avoir participé à Amsterdam-Pleyel, je puis parler aujourd'hui. La situation est de plus

en plus révolutionnaire. Les camarades croient pouvoir continuer leur action sans être exclus, faire comme les minoritaires de la guerre. Il est possible, à la faveur des événements, de regrouper les éléments de gauche, comme vos camarades belges et espagnols. Il est ainsi possible de réveiller leur conscience de classe, d'avancer qu'en créant une organisation sympathisante à l'U.R.S.S. Nous serions ainsi d'accord avec les éléments de gauche du Parti et de l'Internationale et nous retriendrons les camarades qui ont encore le patriotisme du Parti. Ce que vous proposez est presque une solution désespérée : 1917 n'est pas 1935. Vous avez trente millions de sympathisants, le prestige d'avoir vaincu votre capitalisme; si nous discutons d'égal à égal, nous serions plutôt enclins à freiner, car nous n'osons pas tout à fait d'accord.

Tchomodanov. — C'est bien grâce à l'existence d'une tendance que la réunion de ce soir peut avoir lieu; grâce à la démocratie que Lissansky a pu être réintégré. Mais il ne faut pas oublier la différence entre les organisations socialistes et communistes. Nous sommes placés sur une base révolutionnaire; notre but est la dictature du prolétariat; nous ne collaborons pas avec la bourgeoisie. S'il y a des fractions, dans quel intérêt les utiliser? celui de la bourgeoisie ou de la révolution? Pour nous, une fraction affaiblit nos rangs.

« Que se passe-t-il dans l'Internationale Socialiste des Jeunes? En Suède, les socialistes collaborent avec la bourgeoisie au gouvernement et sont contre le front unique; de même en Norvège, au Danemark, en Tchéco-Slovaquie. En Suède, Valenken, un des dirigeants de la Jeunesse socialiste, a dit : « Si on commence des pourparlers avec la Jeunesse communiste, nous sortirons de la II^e Internationale. En Espagne, les Jeunes socialistes ont voté leur sortie de l'Internationale socialiste réformiste, et sont pour le front unique; de même en France et en Belgique (où les dirigeants ne sont ni pour ni contre le front unique; cela nous est incompréhensible). Nous croyons que les Jeunes socialistes français agissent dans les intérêts de la jeunesse ouvrière, contrairement à ceux de Suède. Si nous luttons pour le front unique, excluons ceux qui sont contre; voilà pourquoi nous sommes contre les fractions. »

« Serez-vous exclus de votre Parti? C'est possible. En Argentine, les Jeunes socialistes ont été dissoutes. En Belgique, les dirigeants ont fait pression sur Godefroy, en menaçant de supprimer toute aide financière. Ici, c'est à peu près pareil. Si vous gênez le Parti, on ne jouera pas à la démocratie avec vous; ne soyez pas si sûrs de vous. La question de l'exclusion n'est pas si importante; ce qui compte, ce sont vos perspectives. Voulez-vous vaincre dans toute la Jeunesse, puis dans le Parti, puis dans l'Internationale socialiste des jeunes? C'est un but lointain. Dans l'aile gauche de la J.S. existe partout une tendance à l'unification. Avez-vous donc pour but de former une Internationale à mi-chemin entre la II^e et la

III^e? C'est difficile et infructueux. Il y a un autre chemin : renouveler la direction de l'Internationale socialiste des jeunes; supprimer Ollenhauer. Vous arriverez à la direction. Et puis, après? Quelles sont, dans le fond, nos différences? La théorie de Marx s'est traduite, dans la vie, sur un sixième du globe, etc... S'il y a une guerre, elle sera sans doute faite contre l'U.R.S.S. Ce ne sera pas une guerre entre les impérialistes, mais entre les classes. Où seront alors les jeunes socialistes? A mi-chemin? Avec nous? Il faut qu'ils précisent leur position.

« Il y a une autre question : si vous vous sentez trop faibles, il est inutile de former une organisation indépendante. La question essentielle est cependant la lutte pour votre autonomie. Vous êtes en retard de vingt-cinq ans par rapport à l'Allemagne de 1908. Une fois l'autonomie obtenue, que faire? Il est un peu trop tôt pour former une organisation sympathisante à l'Internationale communiste des jeunes. Reste le renforcement du front unique, mais ce n'est pas suffisant.

Memeton. — Je suis depuis dix ans dans le mouvement. A la scission de 1920, la Jeunesse communiste comptait 35.000 adhérents. La Jeunesse socialiste n'existe plus. Quelle est la situation actuelle et combien de camarades ont quitté les deux organisations, démolisées? »

Nous ne pouvons pas adhérer à l'Internationale communiste des jeunes, surtout à cause du problème de la guerre. Si nous faisons notre révolution, nous permettons à l'impérialisme qui attaque l'U.R.S.S. de porter ses efforts contre elle; si nous parlons sac au dos, la jeunesse ouvrière ne comprendra pas. Vous voyez la question révolutionnaire forcément sous un angle spécial, puisque vous avez déjà fait votre révolution.

Tchomodanov. — En tant que Russe, je puis dire que nous avons fait notre révolution; mais nous la voulons mondiale... Votre adhésion à l'Internationale communiste des jeunes dans les conditions actuelles serait compliquée et inopportune. Pratiquement, il faut arriver à ce que le front unique se traduise dans l'action.

La guerre? Si elle se fait contre l'U.R.S.S. et que vous faites votre révolution, vous êtes des traitres. La guerre, causée par le fascisme allemand, peut être dirigée à la fois contre l'U.R.S.S. et la France; s'il y a une guerre, ce sera celle du fascisme allemand contre le communisme. Les camarades nous demandent : que devons-nous faire? La révolution ne se fait pas sur commande; vous ne la ferez pas aujourd'hui, ni au jour de la mobilisation, parce qu'il n'y aura plus alors d'organisation. S'il y a une guerre, les camarades doivent partir. Le fascisme allemand arme, se prépare à la guerre. Comment lutter? Par des réunions? des meetings? Le fascisme s'en fout. Le papier reste un papier et on fabrique des gaz et des avions. Le fascisme allemand doit se trouver devant le front unique des pays qui luttent pour la paix : la France et l'U.R.S.S.

Ranvier. — Pour nous, l'ennemi est le

fascisme international, français et allemand. Nous estimons que les jeunes ne doivent, en aucun cas, suivre leur fascisme contre le fascisme allemand. Si nous laissons s'armer notre gouvernement pré-fasciste, nous laissons se développer l'esprit fasciste; notre attitude doit, de toute nécessité, être nettement antimilitariste. Quand nous aurons laissé se développer un esprit militariste, la révolution ne sera plus possible. Nous ne pouvons lier partie avec notre propre impérialisme sous couleur de défendre l'U.R.S.S. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Donc, les travailleurs doivent se soulever contre leur fascisme et assurer ainsi la défense de l'U.R.S.S.

Zeller. — Le camarade Tchomodanov nous a proposé de quitter la II^e Internationale et d'adhérer en sympathisant à la III^e; ils ont sur nous l'avantage d'avoir triomphé, donc nous comprenons leur état d'esprit. Si nous faisons cela, quels seraient nos rapports exacts avec l'Internationale communiste des jeunes? Serions-nous obligés d'appliquer toutes ses décisions, ou bien aurions-nous une certaine indépendance? Y aurait-il la possibilité de fractions? Notre mouvement est jeune, nous nous organisons, nous devons gagner d'abord dans les Jeunes socialistes et le Parti socialiste; nous n'avons pas d'autres perspectives. Pouvons-nous nous dégager maintenant? C'est impossible.

Quelle est la politique extérieure de l'U.R.S.S.? Elle a longtemps refusé d'adhérer à la S.D.N., quand il y avait des possibilités révolutionnaires en Allemagne, en Autriche et en Espagne. Or, la social-démocratie croyait à l'efficacité de la S.D.N. Aujourd'hui, c'est le contraire : les Russes ont maintenant le patriotisme ouvrier, et l'U.R.S.S. est obligatoirement amenée à diviser les Etats impérialistes. Je ne suis pas du tout d'accord avec Tchomodanov; nous ne voulons pas nous mettre sous les ordres de notre bourgeoisie pour la défense de l'U.R.S.S.

Tchomodanov. — La question de la politique extérieure de l'U.R.S.S. est discutée en U.R.S.S. aussi; je vous donne seulement mon avis personnel. Mais les communistes n'ont pas accepté le front unique parce que l'U.R.S.S. en a besoin; tous les ouvriers de tous les pays en ont besoin. La politique extérieure de l'U.R.S.S. n'a pas influencé les directives du Parti; les jeunes communistes n'ont pas abandonné la lutte antimilitariste, etc. Nous n'avons rien modifié notre programme révolutionnaire; nous utilisons les contradictions entre les impérialismes dans l'intérêt de la classe ouvrière. S'il y a une guerre contre l'U.R.S.S., les ouvriers veulent la défendre et la défendent, les armes à la main. S'il y a une lutte entre l'Allemagne et la Russie, il n'y aura aucun danger pour l'U.R.S.S.; aucun pays ne peut lutter contre elle; ce sera une guerre mondiale et les ouvriers seront tous du côté de l'U.R.S.S.

Kossarev. — Le problème pour les révolutionnaires est d'organiser la masse. La faute de beaucoup de jeunes socialistes est de renoncer pour la lutte à la conquête des jeunes inorganisés, surtout catholiques; ils les laissent à eux-mêmes, sous l'influence de l'ennemi. Si nous ne travaillons pas, c'est l'ennemi qui travaillera. La politique extérieure de l'U.R.S.S. a pour but la paix, mais il faut, parfois aussi, savoir faire des manœuvres pour utiliser les contradictions; la bourgeoisie a de bonnes relations avec nous, mais nous ne renonçons pas à la combattre.

Lettre ouverte de Léon Trotsky aux ouvriers Français

(Suite de la 1^{re} page.)

leurs armées, fabriquent des gaz toxiques, cultivent les bactéries uniquement « dans les intérêts de la paix ». Qui dit : « l'alliance franco-soviétique est une garantie de paix », prend sur lui la responsabilité non seulement pour le gouvernement soviétique, mais aussi pour la Bourse française, pour son Etat-Major, pour les gaz et les bactéries de cet Etat-Major.

L'Humanité écrit : « Le gouvernement français se trouvera « sous le contrôle des ouvriers français ». Mais c'est une phrase creuse de piteux démagogues. Où et quand un prolétariat opprimé a-t-il « contrôlé » la politique extérieure de sa bourgeoisie et les actes de son armée ? Comment peut-il le faire, tant que tout le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie ? Pour diriger l'armée il faut renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir. Il n'y a pas d'autre voie. Or, la nouvelle politique de l'Internationale Communiste signifie l'abandon de cette unique voie.

Quand le parti prolétarien déclare qu'en temps de guerre il va « contrôler » (c'est-à-dire soutenir) son militarisme national et non pas le renverser, il devient par cela même une bête apprivoisée du capital. Il n'y a pas la moindre raison de craindre un tel parti. Ce n'est pas un tigre révolutionnaire, mais un âne domestiqué. On peut l'affamer, le fouetter, lui cracher dans les yeux, il n'en portera pas moins le faux du patriotisme. Peut-être ne fera-t-il que braire inutilement de temps en temps : « Au nom de Dieu, désarmez les ligues fascistes ! ». En réponse, il recevra encore un coup de fouet. Et il l'aura mérité !

A qui appartient la victoire ?

L'Internationale Communiste a représenté l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. et la conclusion de l'alliance franco-russe comme la plus grande victoire du prolétariat et de la paix. Quel est donc le contenu réel de cette victoire ?

Le programme de l'Internationale Communiste, adopté en 1928, dit que « sa tâche principale (de la S.D.N.) est d'arrêter la croissance ininterrompue de la crise révolutionnaire et d'étrangler l'U.R.S.S. au moyen du blocus ou de la guerre ». Dans de telles conditions, il était très naturel que les représentants de l'U.R.S.S. ne puissent entrer dans la S.D.N., c'est-à-dire dans l'état-major de la contre-révolution impérialiste mondiale.

Qu'y a-t-il de changé depuis ? Pourquoi l'U.R.S.S. a-t-elle cru nécessaire d'entrer dans la S.D.N. ? A qui appartient ici la victoire ? Là aussi, les chefs de l'Internationale Communiste trompent les ouvriers. La bourgeoisie française n'aurait jamais conclu un accord avec l'U.R.S.S., si elle continuait à voir dans celle-ci un facteur révolutionnaire. Ce n'est que l'extrême affaiblissement de la révolution mondiale qui a donné la possibilité d'inclure l'U.R.S.S. dans le système des camps impérialistes antagonistes.

Bien entendu, si l'industrie soviétique n'avait pas obtenu de grands succès, s'il n'existait ni tanks soviétiques, ni aviation soviétique, personne n'aurait tenu compte de l'U.R.S.S. Mais, cependant, chacun peut en tenir compte à sa manière. Si l'U.R.S.S. était restée la forteresse de la révolution mondiale, si l'Internationale Communiste menait une offensive victorieuse, les classes dominantes de France, d'Angleterre et d'Italie auraient, sans hésitations, donné à Hitler les pleins pouvoirs pour faire la guerre à l'U.R.S.S. Mais à présent, après la défaite de la révolution en Chine, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, après les succès du fascisme en Europe, après la débâcle de l'Internationale Communiste et la transfiguration nationale de la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie de France, d'Angleterre et d'Italie répond à Hitler : « Pourquoi risquer une croisade contre l'U.R.S.S. ? Sans qu'il soit besoin de chercher plus loin, Staline étrangle la révolution avec succès. Il faut tenter de se mettre d'accord avec lui. »

Le Pacte lie l'U.R.S.S., mais non la France !

L'alliance franco-soviétique n'est pas une garantie de paix — quel absurdité éhontée ! — mais une transaction pour l'éventualité d'une guerre. Les avantages de cette transaction pour l'U.R.S.S. sont pour le moins problématiques. La France n'est « obligée » de venir en

aide à l'U.R.S.S. que si ses alliés de Lorcarno, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Italie, sont d'accord. Cela veut dire qu'au cas où l'impérialisme français trouverait plus avantageux de se mettre au dernier moment d'accord avec Hitler, aux dépens de l'U.R.S.S., l'Angleterre et l'Italie aideront toujours à légaliser cette « trahison ». L'Humanité garde scrupuleusement le silence sur cette soupape de sûreté du pacte. Et, cependant, tout est là. Le pacte lie l'U.R.S.S., mais ne lie pas la France !

Que doivent faire les députés socialistes et communistes ?

Admettons néanmoins qu'après toutes ses erreurs et ses crimes, la bureaucratie soviétique ne pouvait faire autre chose que conclure cette alliance militaire ambiguë et incertaine avec la France. Dans ce cas, le gouvernement soviétique n'avait qu'à ratifier le pacte Staline-Laval. Mais il en est tout autrement en France. Le prolétariat français ne doit pas permettre à sa bourgeoisie de se cacher derrière le dos de la bureaucratie soviétique. Après la signature du pacte, les buts des impérialistes français sont restés les mêmes qu'avant : affermir les anciens brigandages ; en préparer de nouveaux ; faciliter la nouvelle mobilisation du peuple français ; utiliser le sang du prolétariat soviétique. Si les députés communistes et socialistes votent au parlement l'alliance franco-soviétique, ils se manifesteront une nouvelle fois comme des traîtres au prolétariat !

La lutte contre la guerre est inconcevable sans la lutte contre son propre impérialisme. La lutte contre l'impérialisme est inconcevable sans lutte contre ses agents et alliés réformistes et stalinistes. Il faut une épuration impitoyable des organisations ouvrières, politiques et syndicales, des socialistes traîtres à la classe ouvrière, quel que soit leur nom : Léon Blum ou Thorez, Jouhaux ou Monmousseau.

Le rôle des bolcheviks léninistes du P.S.

En France, un seul groupement défend honnêtement, conséquemment et vaillamment les principes de la révolution prolétarienne : c'est le groupe bolchevik-léniniste du Parti Socialiste. Son organe est l'hebdomadaire *La Vérité*. Chaque ouvrier qui réfléchit doit connaître ce journal.

Les bolcheviks-léninistes ont défini clairement et exactement les tâches du prolétariat dans la lutte contre la guerre dans une brochure spéciale : « La Quatrième Internationale et la Guerre ». La connaissance de cette brochure et la discussion approfondie des questions qui y sont soulevées est également le devoir immédiat de chaque prolétaire d'avant-garde, devoir envers lui-même et envers sa classe.

La trahison des stalinistes, se joignant à la vieille trahison des réformistes, nécessite un renouvellement complet de toutes les organisations prolétariennes. Il faut un nouveau parti révolutionnaire. Il faut une nouvelle Internationale, la Quatrième ! Servir cette grande tâche historique, c'est le contenu de l'activité de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes.

Pourquoi la haine de la bureaucratie contre les « trotskystes »

La trahison de Staline ne fut pas pour nous une chose inattendue. Nous l'avions prédite dès 1924, lorsque la bureaucratie soviétique eut renié la théorie de Marx et Lénine en faveur de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Les intrigants et les philistins disaient que notre lutte contre Staline était une lutte « personnelle ». A présent, même les aveugles doivent se persuader que cette lutte est menée au nom des principes fondamentaux de l'internationalisme et de la révolution. Des centaines de fois nous disions dans ces dernières années : « Grattez un stalinien et vous découvrirez un opportuniste ». Maintenant il n'y a même plus besoin de gratter. Les stalinistes occupent en fait l'extrême-droite du mouvement ouvrier et, étant donné qu'ils continuent à se couvrir de l'autorité de la révolution d'octobre, ils sont infiniment plus nuisibles que les anciens opportunistes traditionnels.

La haine des stalinistes contre les bolcheviks-léninistes (« trotskystes ») c'est la haine du bureaucrate conservateur contre le véritable révolutionnaire. La bureaucratie tremblant pour son

pouvoir et ses revenus ne s'arrête devant aucune bassesse et aucune canaillerie dans la lutte contre les bolcheviks-léninistes.

Avant de commettre ouvertement sa dernière trahison, Staline a fait un nouveau pogrome, — le centième, — contre l'aile gauche en U.R.S.S. Il a mis en scène une série de pseudo-procès contre les oppositionnels, cachant les véritables opinions de ceux-ci et leur attribuant des actes qu'ils n'ont jamais commis. Par exemple, l'ancien président de l'Internationale Communiste, Zinoviev, a été condamné à 10 ans de prison pour la seule raison qu'après une série d'hésitations et de repentirs, il a été amené à reconnaître le caractère funeste de la politique du stalinisme.

La bureaucratie soviétique a tenté de me mêler, par l'intermédiaire d'un provocateur, au procès des terroristes qui ont tué Kirov. Staline a arrêté, au début de cette année, mon fils, jeune savant, travailleur soviétique loyal, ne participant aucunement à la lutte politique. Le but de l'arrestation était d'exercer une terreur impitoyable non seulement contre les bolcheviks-léninistes, mais aussi contre les membres de leurs familles.

La bureaucratie est sans pitié lorsqu'elle voit l'approche d'une menace contre sa domination et ses privilèges. Dans ce domaine, les stalinistes trouvent un appui constant auprès de la police capitaliste du monde entier.

La fraction de Staline dans le P.S.

Tout dernièrement, au mois d'avril, Staline a dépêché à Paris les dirigeants des Jeunesses Communistes russes pour convaincre la jeunesse révolutionnaire française d'adopter la position social-patriote. Ces jeunes bureaucrates ont organisé à l'intérieur du parti socialiste une fraction staliniste spéciale, dont le mot d'ordre principal est : « Exclusion des trotskystes ! » Inutile d'ajouter que pour faire ce travail de désagrégation la clique stalinienne n'a pas ménagé et ne ménage pas les moyens financiers : si elle est paive d'idée, elle ne manque pas de devise. Mais les révolutionnaires ne cèdent pas sous les coups de la terreur. Au contraire, ils répondent en redoublant l'offensive. *Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial*. Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine !

Chers Camarades

Je suis loin de vous avoir dit tout ce que je voulais vous dire et comme je voulais le faire. Mais je suis obligé de me hâter : d'une heure à l'autre, un policier doit venir pour me reconduire, ainsi que ma femme, fidèle compagne de ma lutte et de mes pérégrinations, à la frontière française. Je pars avec un profond amour pour le peuple français et une foi indéfectible dans le grand avenir du prolétariat français ; mais avec une haine aussi profonde et indéfectible pour l'hypocrisie, l'apreté et la férocité de l'impérialisme français.

J'ai foi que le peuple travailleur, tôt ou tard, me rendra l'hospitalité que la bourgeoisie me refuse. Mon plus grand bonheur serait de voir le prolétariat français me donner, dans le plus proche avenir, la possibilité de participer à ses luttes décisives.

Ouvriers et ouvrières de France ! Aussi longtemps que mes forces physiques le permettront, je suis prêt, à n'importe quel moment, à répondre par la parole et par l'acte à votre appel révolutionnaire !

Permettez-moi donc de vous serrer fraternellement les mains et de finir la lettre par ce cri qui, depuis près de quarante ans, a guidé mes pensées et mes actes :

Vive la révolution prolétarienne mondiale !

10 Juin 1935.

L. TROTSKY.

Le Gérant : Maria CRAIPEAU

Imp. du Commerce et des Postes
12, Rue Notre-Dame-de-Nazareth
PARIS

Résultats de notre tombola

Voici la liste des numéros gagnants avec les lots correspondants. Nous avons éliminé de cette liste les lots qui nous ont été réclamés, ainsi que leurs numéros. Prière aux porteurs de cartes gagnantes de venir réclamer leurs lots en passant un soir, de 19 à 20 heures, au siège, ou en écrivant 8, rue Legouvé, Paris-10^e.

- 2942 Poterie chinoise.
- 2931 Collier améthyste.
- 1177 Collier argent.
- 251 Abonnement 6 mois *Vérité*.
- 2085 Abonnement 6 mois *Vérité*.
- 2690 Abonnement 3 mois *Vérité*.
- 1231 La lettre de Shanghai.
- 1849 La troisième période d'erreurs.
- 1230 La troisième période d'erreurs.
- 529 La troisième période d'erreurs.
- 526 La troisième période d'erreurs.
- 1037 Défense de l'U.R.S.S. et l'opposition.
- 2147 Photo de L.D. Trotsky.
- 522 Photo de L.D. Trotsky.
- 2048 Photo de L.D. Trotsky.
- 2205 Photo de L.D. Trotsky.
- 502 Photo de L.D. Trotsky.
- 2184 Photo de L.D. Trotsky.
- 2157 Photo de L.D. Trotsky.
- 1601 Et maintenant ?
- 284 Et maintenant ?
- 863 La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov.
- 366 La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov.
- 287 La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov.
- 481 La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov.
- 1018 La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov.
- 2927 Cours nouveau.
- 916 Cours nouveau.
- 1937 Cours nouveau.
- 2486 Cours nouveau.
- 747 Cours nouveau.
- 2247 Cours nouveau.
- 941 Cours nouveau.
- 1707 Abon. 6 mois *Vérité*.
- 810 Ma vie (3 tomes).
- 1276 Photo L.T. sous couvert.
- 1941 Photo L.T. sous couvert.
- 2886 Photo L.T. sous couvert.
- 731 Photo L.T. sous couvert.

- 974 Photo L.T. sous couvert.
- 413 Photo L.T. sous couvert.
- 413 Photo L.T. sous couvert.
- 2660 Photo L.T. sous couvert.
- 2062 Photo L.T. sous-verse.
- 2060 Photo L.T. sous-verse.
- 2848 Photo L.T. sous-verse.
- 2738 Photo L.T. sous-verse.
- 1869 Lénine (de Trots y).
- 1369 Photo simple L.T.
- 1832 Photo simple L.T.
- 2136 Photo simple L.T.
- 122 Photo simple L.T.
- 2190 Photo simple L.T.
- 2153 Photo simple L.T.
- 210 Photo simple L.T.
- 745 Photo simple L.T.
- 310 Buste K. Marx plâtre.
- 882 Abonnement 1 an *Vérité*.
- 1962 Pochette sur la révolution russe.
- 1833 Pochette sur la révolution russe.
- 105 Lustre électrique.

Des camarades paysans appartenant à notre organisation ont formé une coopérative pouvant fournir à des prix intéressants, œufs, beurre, café légumes, les commandes déposées avant le mardi soir, 8, rue Legouvé, seront livrées le vendredi soir.

Lisez :

Le dernier numéro du Bulletin de la L.C.I. (Alchimie Centrisme ou Marxisme). « L'état ouvrier Thermidor et Bonapartisme » de Léon Trotsky (Librairie du Travail).

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACROIX ANTOINE 50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

POUR L'ENSEIGNEMENT DU DESSIN

N'attendez pas aux derniers jours

Notre campagne pour l'enseignement du dessin n'aura qu'une durée limitée. Elle peut cesser d'un moment à l'autre, dès que le stock de cours que l'Ecole des Sciences et Arts a bien voulu mettre à notre disposition sera épuisé. Le nombre toujours croissant des demandes permet de prévoir que ce moment n'est plus très éloigné. Lorsque notre campagne sera close, ceux qui voudront se procurer les Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts, devront payer le prix normal imposé. N'attendez donc pas pour commencer une étude qui vous intéresse et devenir, vous aussi, un artiste apprécié.

Le dessin, s'il est l'art le plus capable de charmer vos loisirs et d'embellir votre vie, est aussi une connaissance pratique que nul homme soucieux d'occuper une situation intéressante et lucrative ne peut se permettre d'ignorer. Songez aux nombreuses carrières qui s'ouvrent à qui connaît la technique du dessin. Dans le dessin publicitaire, le dessin de modes, l'illustration, le portrait, la caricature, la décoration, d'immenses possibilités sont ouvertes à ceux qui créent des nouveautés originales et qui savent les réaliser ; dans d'autres arts comme la mosaïque, le bijou, la verrerie, la porcelaine, la broderie, le dessin est l'A.B.C. du métier.

Songez également aux services que peut rendre le dessin dans toutes les professions. C'est à tout instant que l'employé, le commerçant, l'industriel, le représentant, peuvent avoir un croquis à tracer pour mieux faire comprendre leur pensée.

Parents qui voulez

assurer l'avenir de vos enfants d'une façon certaine, munissez-les d'une connaissance qui leur ouvrira les portes les plus nombreuses.

Les Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts

convient à tous les âges.

Conçu d'une façon essentiellement claire et attrayante, il instruit sans jamais fatiguer, car un art doit être appris comme il doit être pratiqué, dans la joie.

Ses leçons, essentiellement concrètes, plongent l'élève dans la vie quotidienne, le mettent en contact avec le paysage lui-même et développent ainsi sa sensibilité et son goût, au lieu de le confiner dans l'atmosphère artificielle d'un atelier.

Son enseignement, enfin, laisse à l'élève le maximum de libertés et le guide sans jamais le contraindre.

Dans une même famille, parents et enfants, frères et sœurs, peuvent donc profiter du même cours et, chacun avec son tempérament artistique propre, peut utiliser ses conseils et ses directives.

Les Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts en effet

le plus rationnel des enseignements

Il est toujours à votre niveau, comme vous êtes toujours au sien. Il est très rare que l'on puisse tirer son plein effet d'un enseignement collectif. Ceci est encore plus vrai en matière d'art ou il ne s'agit pas seulement du degré de l'intelligence, mais de l'infinie diversité des aptitudes. Avec l'enseignement individuel de l'Ecole des Sciences et Arts, vous recevrez un cours personnel, qui tiendra compte de vos redigés pour vous et non pas en série.

leçons particulières

à domicile, des observations, des conseils faiblesses et de vos dons, et de véritables Devenir un artiste n'est pas un tour de force, c'est à la portée de tout le monde, il suffit d'être docile et appliqué et de suivre une bonne méthode. Cette méthode, votre journal est heureux, grâce à la complaisance de l'Ecole des Sciences et Arts, de pouvoir la mettre à la disposition du plus grand nombre de ses lecteurs, à des prix exceptionnels. Mais n'hésitez-vous de profiter de ces immenses avantages que vous offre notre campagne. Comme nous vous le disions au début de cet article, elle peut prendre fin d'un moment à l'autre ; il sera alors trop tard et vous vous en repentirez amèrement.

Les Cours de dessin de l'Ecole des Sciences et Arts comprennent :

Un cours de dessin très complet de soixante-douze leçons richement illustrées qui, à l'aide d'exemples concrets, vous donnera tous conseils utiles.

Soixante-douze groupes d'exercices que vous pourrez envoyer à la correction de professeurs, qui sont des artistes de grand talent et qui vous retourneront vos essais abondamment annotés. A l'occasion de ces exercices, vous aurez la faculté, si vous le désirez, de correspondre directement avec vos professeurs et de leur poser des questions sur la manière d'orienter votre talent ; ils vous répondront toujours au mieux de vos intérêts.

Vous pouvez dès aujourd'hui vous procurer les COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS au prix réduit que nous accordons à nos lecteurs. Il vous suffit d'adresser au Populaire, 5, rue Saint-Augustin, Paris (2^e), le bulletin de commande ci-dessous.

BULLETIN DE COMMANDE

Ce bulletin vous donne le choix entre trois modes de paiement :

Rayez les deux formules que vous ne choisissez pas

FORMULE A. — Paiement comptant, au prix exceptionnel de propagande.

FORMULE B. — Paiement en six mensualités.

FORMULE C. — (Onze mois de crédit). Rien à payer d'avance.

Veuillez m'expédier le COURS DE DESSIN DE L'ECOLE DES SCIENCES ET ARTS.

FORMULE A. — Je vous remets sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (bitez les mentions inutiles), la somme de 600 francs, prix total du cours (tarif de faveur).

FORMULE B. — Je vous remets, sous ce pli en espèces, chèque, mandat-poste (bitez les mentions inutiles), la somme de 125 francs, montant du premier versement. Le prix total du cours étant fixé à 750 francs (tarif de faveur), je paierai le solde, soit 625 francs, à raison de 125 francs par mois, le 5 de chaque mois, à partir du mois prochain.

FORMULE C. — Le prix total du cours étant fixé à 840 francs (tarif de faveur), je m'engage à vous payer cette somme en dix mensualités de quatre-vingt-quatre francs, la première le 5 du mois suivant le mois de la livraison, les suivantes le 5 de chaque mois.

Nom et prénoms.....

Profession.....

Demeurant à..... départ.....

Rue..... N°.....

A..... le..... 1935

Signature :